

Convention collective départementale

IDCC : 911. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES,
CONNEXES ET SIMILAIRES
(SEINE-ET-MARNE)**

(30 novembre 1976)

(Etendue par arrêté du 28 février 1980,
Journal officiel du 11 avril 1980)

■ *Journal officiel* du 1^{er} avril 2009

**Arrêté du 25 mars 2009 portant extension d'un avenant à la
convention collective des industries métallurgiques, mécaniques,
électriques, connexes et similaires de Seine-et-Marne (n° 911)**

NOR : *MTST0907095A*

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 28 février 1980 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté
du 5 mai 2008, portant extension de la convention collective des industries
métallurgiques, mécaniques, électriques, connexes et similaires de Seine-et-
Marne du 30 novembre 1976 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant du 9 décembre 2008, relatif aux taux effectifs garantis
annuels, à la valeur du point et à l'indemnité de panier (quatre barèmes
annexés), à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 24 février 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective des indus-
tries métallurgiques, mécaniques, électriques, connexes de Seine-et-Marne du

30 novembre 1976, tel qu'étendu par arrêté du 28 février 1980 et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 9 décembre 2008 relatif aux taux effectifs garantis annuels, à la valeur du point et à l'indemnité de panier (quatre barèmes annexés), à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Le dernier alinéa de l'article 1^{er} est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article 5 de l'accord national du 13 juillet 1983 sur l'application des rémunérations minimales hiérarchiques, modifié par l'avenant du 17 janvier 1991 qui précise que les garanties de rémunération effective supportent les majorations pour heures supplémentaires.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 mars 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/6, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.